

3° l'article 39, deuxième tiret, de l'arrêté royal du 10 septembre 1986 portant remplacement du président et du vice-président de certaines commissions paritaires;

4° l'arrêté royal du 15 octobre 1986 nommant les membres de la Commission paritaire de la couture pour dames.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 janvier 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
L. VAN DEN BRANDE

3° het artikel 39, tweede streepje, van het koninklijk besluit van 10 september 1986 houdende vervanging van de voorzitter en de ondervoorzitter van sommige paritaire comités;

4° het koninklijk besluit van 15 oktober 1986 tot benoeming van de leden van het Paritair Comité voor het naai- en snijwerk voor dames.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 januari 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
L. VAN DEN BRANDE

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

F. 91 — 365

27 DECEMBRE 1990

Arrêté ministériel relatif à l'octroi d'une prime à l'assainissement de la production de pommes

Le Secrétaire d'Etat à l'Agriculture,

Vu la loi du 29 juillet 1955 créant un Fonds agricole;

Vu l'arrêté royal du 1er septembre 1955 déléguant au Ministre de l'Agriculture le pouvoir de fixer le montant et les conditions des interventions du Fonds agricole;

Vu le Règlement (CEE) n° 1200/90 du Conseil du 7 mai 1990 concernant l'assainissement de la production communautaire de pommes;

Vu le Règlement (CEE) n° 2604/90 de la Commission du 7 septembre 1990 portant modalités d'application pour l'assainissement de la production de pommes;

Vu l'arrêté royal n° 82 du 10 novembre 1967 portant la création d'un Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture et supprimant l'Office commercial du Ravitaillement et l'Office de Récupération économique;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, du 16 juin 1989 et du 4 juillet 1989;

Vu l'association des Régions visée à l'article 6, § 1er, VI, 4° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi du 8 août 1988;

Vu l'urgence motivée par le fait que des mesures doivent être prises sans délai afin de se confirmer à la réglementation de la C.E.E.,

Arrêté :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. Verger : Le total des parcelles de l'exploitation qui sont plantées depuis moins de vingt ans en pommiers aptes à fournir une production normale, avec une densité de plus de 400 arbres par hectare et une superficie minimum de 1 ha;

2. Le Service Horticulture : Service Horticulture faisant partie de « l'Administration de l'Agriculture et de l'Horticulture » du Ministère de l'Agriculture, Manhattan Office Tower, Avenue du Boulevard 21, 1210 Bruxelles;

3. Opérations d'arrachage : Les opérations qui consistent à arracher les vergers plantés de pommiers autres que ceux destinés à la production de pommes à cidre, à ne pas les replanter de pommiers et après l'arrachage, à rendre les arbres impropres à la replantation.

MINISTERIE VAN LANDBOUW

N. 91 — 365

27 DECEMBER 1990. — Ministerieel besluit betreffende de toekenning van een premie voor de sanering van de productie van appels

De Staatssecretaris voor Landbouw,

Gelet op de wet van 29 juli 1955 houdende oprichting van een Landbouwfonds;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 september 1955 houdende opdracht aan de Minister van Landbouw van de bevoegdheid om het bedrag en de voorwaarden van de bijdrage van het Landbouwfonds te bepalen;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 1200/90 van de Raad van 7 mei 1990 inzake de sanering van de productie van appels in de Gemeenschap;

Gelet op de Verordening (EEG) nr. 2604/90 van de Commissie van 7 september 1990 houdende uitvoeringsmaatregelen voor de sanering van de productie van appels;

Gelet op het koninklijk besluit nr. 82 van 10 november 1967 houdende oprichting van de Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw en afschaffing van de handelsdienst voor Ravitaillering en van de Dienst voor Economische Recuperatie;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de betrokkenheid van de Gewesten bedoeld bij artikel 6, § 1, VI, 4° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd door het feit dat er onverwijld maatregelen moeten genomen worden ten einde zich te schikken naar de EEG-reglementering,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. Boomgaard : Het totaal van de percelen van het bedrijf die met appelbomen, die geschikt zijn om een normale productie te geven, minder dan twintig jaar zijn beplant, een dichtheid van meer dan 400 bomen per hectare en een minimumoppervlakte van 1 ha hebben;

2. De Dienst Tuinbouw : Dienst Tuinbouw ressorterend onder het Bestuur Land- en Tuinbouw van het Ministerie van Landbouw Manhattan Office Tower, Bolwerklaan 21, 1210 Brussel;

3. Rooiwerkzaamheden : Werkzaamheden die er in bestaan boomgaarden met appelbomen, andere dan bomen voor de teelt van persappelen voor de ciderbereiding, te rooien en niet te herplanten met appelbomen en de bomen na het rooien ongeschikt te maken voor wederaanplanting.

Art. 2. Aux conditions du présent arrêté ainsi que du Règlement 1200/90 du Conseil du 7 mai 1990 et 2604/90 de la Commission du 7 septembre 1990, les producteurs de pommes peuvent obtenir une prime communautaire pour les opérations d'arrachage effectuées par eux au cours des campagnes de commercialisation 1990/1991 à 1992/1993 inclus. Une campagne de commercialisation se déroule du 1^{er} juillet au 30 juin inclus.

Art. 3. Le montant de la prime CEE est fixé à 3 500 écus par hectare pour les vergers qui font l'objet d'opérations d'arrachage. La conversion en monnaie nationale se fait d'après le taux de conversion en vigueur au premier jour de la campagne de commercialisation au cours de laquelle est demandée la prime d'arrachage.

Art. 4. La prime prévue à l'article 2 n'est octroyée que si les producteurs de pommes concernés introduisent par lettre recommandée au plus tard le 1^{er} décembre 1992 auprès du Service Horticulture un formulaire de demande conforme au modèle en annexe 1 au présent arrêté.

Le formulaire de demande comprend l'engagement écrit d'arracher ou de faire arracher d'un seul coup tout le verger avant le 1^{er} avril de la campagne de commercialisation concernée, de ne pas y replanter de pommiers durant quinze ans et de ne pas augmenter le reste de la superficie plantée de pommiers.

Si le demandeur de la prime n'est pas le propriétaire du verger concerné, il faut joindre également au formulaire de demande l'autorisation écrite du (des) propriétaire(s) concernant les opérations d'arrachage ainsi qu'une déclaration du (des) propriétaire(s) que lors du transfert de propriété du verger chaque nouveau propriétaire reprendra l'interdiction de planter des pommiers pendant quinze ans et que lors de la conclusion d'un nouveau bail à ferme cette interdiction sera portée à la connaissance d'éventuels preneurs successifs (modèle en annexe 2). Si le demandeur de la prime est propriétaire du verger concerné, le formulaire de demande contient également une déclaration du demandeur qu'il fera tout le nécessaire pour faire reprendre l'interdiction par d'éventuels nouveaux propriétaires ou pour porter cette interdiction à la connaissance d'éventuels preneurs successifs.

Art. 5. Le Service Horticulture exerce le contrôle du respect des prescriptions relatives aux opérations d'arrachage. Les fonctionnaires de ce Service ont le droit d'effectuer les contrôles aux moments qu'ils jugent les plus appropriés.

Art. 6. Les opérations d'arrachage ne peuvent pas débiter avant l'introduction de la demande ni avant le contrôle sur place de la superficie concernée par les fonctionnaires précités dans l'article 5. La recevabilité de la demande est notifiée au demandeur au plus tard deux mois après le dépôt de la demande. Les opérations d'arrachage doivent être effectuées dans les trois mois qui suivent cette notification et au plus tard le 1^{er} avril de la campagne de commercialisation concernée. L'intéressé communique au fonctionnaire compétent la date prévue pour l'arrachage.

La fin des opérations d'arrachage doit être immédiatement notifiée aux mêmes fonctionnaires.

Art. 7. Une fois les opérations d'arrachage terminées, le Service Horticulture vérifie si elles ont été effectuées conformément aux conditions précisées dans le Règlement (CEE) n° 1200/90, 2604/90 et dans le présent arrêté.

Art. 8. L'Office Belge de l'Economie et de l'Agriculture est chargé du paiement de la prime d'arrachage. Le paiement intervient au plus tard deux mois après la constatation visée à l'article 7.

Art. 9. Toute déclaration qui, après contrôle, s'avérerait entièrement ou partiellement fautive, ainsi que tout engagement non respecté, entraîne la cessation du paiement de la prime et la récupération des montants déjà versés. Les montants à rembourser sont, le cas échéant, majorés de l'intérêt légal à compter de la date de leur paiement. Un montant égal à la prime d'arrachage versée est également exigé de la part du contrevenant.

Art. 10. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juin 1990.

Bruxelles, le 27 décembre 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Art. 2. De appelproducenten kunnen onder de voorwaarden van dit besluit en van de Verordening 1200/90 van de Raad van 7 mei 1990 en 2604/90 van de Commissie van 7 september 1990 een E.E.G.-premie bekomen voor de door hen uitgevoerde rooiwerkzaamheden in de verkoopseizoenen 1990/1991 tot en met 1992/1993. Een verkoopseizoen loopt van 1 juli tot en met 30 juni.

Art. 3. De EEG-premie wordt vastgesteld op 3 500 Ecu per hectare voor de boomgaarden die voorwerp zijn van rooiwerkzaamheden. De omrekening in de nationale munteenheid gebeurt volgens de omrekeningskoers die van kracht is op de eerste dag van het verkoopseizoen waarin de betrokken premieaanvraag wordt ingediend.

Art. 4. De premie voorzien in artikel 2 wordt slechts toegekend indien de betrokken appelproducenten bij de Dienst Tuinbouw uiterlijk op 1 december 1992 een aanvraagformulier per aangetekend schrijven indienen dat overeenstemt met het model in bijlage 1 bij dit besluit.

Het aanvraagformulier bevat de schriftelijke verbintenis om de gehele boomgaard vóór 1 april van het betrokken verkoopseizoen ineens te rooien of te laten rooien en om er gedurende vijftien jaar geen appelbomen te herplanten en de overblijvende oppervlakte beplant met appels niet uit te breiden.

Indien de aanvrager van de premie geen eigenaar is van de betrokken boomgaard dient hij het aanvraagformulier eveneens de schriftelijke toestemming van de eigenaar(s) met de rooiwerkzaamheden te worden gevoegd evenals een verklaring van de eigenaar(s) om bij overdracht van de boomgaard de verbintenis om gedurende vijftien jaar geen appelbomen aan te planten te doen overnemen door elke nieuwe eigenaar en om bij het sluiten van een nieuwe pachtovereenkomst deze verbintenis ter kennis brengen van eventuele volgende pachters (model in bijlage 2). Indien de aanvrager van de premie eigenaar is van de betrokken boomgaard bevat het aanvraagformulier eveneens een verklaring van de aanvrager dat hij al het nodige zal doen om zijn verbintenis door eventuele nieuwe eigenaars te doen overnemen of ter kennis te brengen van eventuele volgende pachters.

Art. 5. De Dienst Tuinbouw voert de controle uit op naleving van de voorschriften van de rooiwerkzaamheden. De ambtenaren van die Dienst hebben het recht de controles uit te voeren op de tijdstippen die zij daarvoor het meest geschikt achten.

Art. 6. De rooiwerkzaamheden mogen niet aanvangen vóór het indienen van de aanvraag en voor de controle ter plaatse van de te rooien oppervlakte door de in artikel 5 genoemde ambtenaren. De aanvrager wordt uiterlijk twee maanden na de indiening van zijn aanvraag in kennis gesteld van de ontvankelijkheid ervan. De rooiwerkzaamheden moeten worden uitgevoerd binnen drie maanden na deze kennisgeving en uiterlijk voor 1 april van het betrokken verkoopseizoen. De premieaanvrager moet de bevoegde ambtenaar in kennis stellen van de datum van de rooiwerkzaamheden.

Na het beëindigen van de rooiwerkzaamheden dienen dezelfde ambtenaren onmiddellijk hiervan in kennis gesteld te worden.

Art. 7. Na beëindiging van de rooiwerkzaamheden, wordt door de dienst Tuinbouw nagegaan of ze uitgevoerd zijn overeenkomstig de voorwaarden bepaald in Verordening (EEG) nr. 1200/90, 2604/90 en in dit besluit.

Art. 8. De Belgische Dienst voor Bedrijfsleven en Landbouw is belast met de uitbetaling van de rooi-premie. De premie wordt uiterlijk twee maanden na de in artikel 7 bedoelde vaststelling uitgekeerd.

Art. 9. Elke verklaring die na controle geheel of gedeeltelijk vals zou blijken te zijn evenals elke niet nagekomen verbintenis, brengt stopzetting van betaling van de premie en terugvordering van de reeds uitgekeerde bedragen met zich mee. Het bedrag van de terug te betalen bedragen wordt in voorkomend geval, vermeerderd met de wettelijke intrest met ingang van de datum van hun betaling. Van de overtreder wordt eveneens een bedrag gevorderd dat gelijk is aan de uitgekeerde rooi-premie.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juni 1990.

Brussel, 27 december 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Annexe 1

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE

DEMANDE DE LA PRIME COMMUNAUTAIRE D'ARRACHAGE

Le soussigné (en majuscules)

Nom et prénom : (personne au nom de laquelle l'exploitation est déclarée lors du recensement agricole)

Rue et n° :

Code postal et commune :

Province : Tél. :

1. Déclare que son exploitation comporte :

	variété	Superficie	Age
pommiers		

2. S'engage à arracher les pommiers sur les superficies ci-après indiquées :

Variété	Superficie	Age	N° cadastral	Nom du propriétaire (1)
.....				
.....				
.....				
.....				
.....				

(1) Voir point 5 de la présente demande.

3. S'engage à :

- ne pas commencer l'arrachage avant la visite sur les lieux de l'ingénieur horticole de l'Etat ou de son délégué;
- réaliser l'arrachage dans les 3 mois qui suivent la notification de la recevabilité de la demande; l'arrachage doit toutefois être terminé avant le 1er avril de la campagne de commercialisation en question;
- rendre les arbres impropres à la replantation immédiatement après l'arrachage;
- mettre au courant ce même fonctionnaire immédiatement lorsque les opérations d'arrachage sont terminées;
- ne pas augmenter la superficie restante de l'exploitation plantée de pommiers;
- ne pas replanter de pommiers dans les quinze ans qui suivent l'arrachage.

4. Joint à la présente l'accord écrit du propriétaire ou des propriétaires des parcelles plantées de pommiers en ce qui concerne la réalisation des opérations d'arrachage si lui-même n'en est pas le propriétaire;

5. Déclare ou joint à la présente la déclaration du (des) propriétaire(s) conforme au modèle en annexe qu'il(s) s'engage(nt), en cas de vente du verger concerné à faire reprendre par chaque nouveau propriétaire l'interdiction de planter pendant quinze ans de nouveaux pommiers ainsi que de porter cette interdiction à la connaissance d'éventuels preneurs successifs lors de la conclusion d'un nouveau bail à ferme.

6. déclare avoir pris connaissance des conditions relatives à l'octroi de la prime d'arrachage ainsi que des mesures prévues en cas de fausse déclaration et/ou de non respect des engagements.

7. Date prévue pour l'arrachage :

8. Demande la prime communautaire d'arrachage.

Je confirme sur l'honneur que ces déclarations sont sincères et complètes.

Date : à le

Signature,

Case réservée à l'administration

N° du dossier :

Date de la demande :

Contrôle avant l'arrachage (date) :

Période d'arrachage :

Contrôle après l'arrachage (date) :

L'Ingénieur horticole de l'Etat,

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 décembre 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Bijlage 1

MINISTERIE VAN LANDBOUW

AANVRAAG E.E.G.-ROOIPREMIE

Ondergetekende (in hoofdletters)

Naam en voornaam : (persoon onder wiens naam het bedrijf is aangegeven bij de landbouwtelling)

Straat en nr. :

Postnummer en gemeente :

Provincie : Tel. :

1. Verklaart dat zijn bedrijf omvat :

	variëteit	oppervlakte	ouderdom
appelaars		

2. Verbindt er zich toe de appelaars te zullen rooien op de volgende oppervlakten :

Variëteit	Oppervlakte	Ouderdom	Kadaster-nummer	Naam van de eigenaar (1)
.....				
.....				
.....				
.....				
.....				

(1) zie punt 5 van deze aanvraag.

3. Gaat de verbintenis aan :

- a) niet met rooien te beginnen vóór het bezoek ter plaatse van de Rijkstuinbouwingenieur of zijn afgevaardigde;
- b) de rooiing uit te voeren binnen de 3 maanden na ontvangst van de ontvankelijkheidsverklaring van de aanvraag; het rooien dient evenwel beëindigd te zijn vóór 1 april van het betrokken verkoopseizoen;
- c) de bomen onmiddellijk na het rooien ongeschikt te maken voor wederaanplanting;
- d) onmiddellijk na het beëindigen der rooiingswerken dezelfde ambtenaar hiervan in kennis te stellen;
- e) de overblijvende oppervlakte van zijn bedrijf beplant met appelaars niet uit te breiden;
- f) geen appelaars weder aan te planten binnen de vijftien jaar na het rooien.

4. Voegt hierbij de schriftelijke toestemming van de eigenaar of eigenaars van de met appelbomen beplante percelen inzake het uitvoeren van de rooiwerkzaamheden indien hij niet zelf eigenaar is;

5. Verklaart, of voegt hierbij de verklaring volgens bijgaand model van de eigenaar of eigenaars, dat hij/zij zich ertoe verbindt/verbinden, om bij verkoop van de betrokken boomgaard, de verbintenis om gedurende vijftien jaar geen appelbomen aan te planten te doen overnemen door elke nieuwe eigenaar, en om bij het sluiten van een nieuwe pachtovereenkomst deze verbintenis ter kennis te brengen van eventuele volgende pachters.

6. Verklaart kennis genomen te hebben van de voorwaarden tot toekenning van de rooipremie en van de maatregelen in geval van valse verklaring en/of niet naleving van de verbintenissen.

7. Voorziene datum van het rooien :

8. Vraagt de EEG-rooipremie aan.

Hij bevestigt op zijn eer dat deze verklaringen oprecht en volledig zijn.

Datum : te de

Handtekening,

<u>Vak voorbehouden aan de administratie</u>	
Dossiernummer :
Datum van aanvraag :
Controle vóór het rooien (datum) :
Periode van het rooien :
Controle na het rooien (datum) :
De Rijkstuinbouwingenieur	

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 december 1990.

P. DE KEERSMAEKER

Annexe 2

AUTORISATIONS PAR LE PROPRIETAIRE D'OPERATIONS D'ARRACHAGE

Le(s) soussigné(s) * (en lettres capitales)

Nom et prénom :

Rue et n° :

Numéro postal et commune :

Province : Tél. :

Propriétaire(s) des parcelles suivantes plantées de pommiers :

Variété	Superficie	Numéro du cadastre
.....		
.....		
.....		
.....		
.....		

1. Donne/donnent par ce document son (leur) accord à :

Nom et adresse :

Rue et n° :

Numéro postal et commune :

Province : Tél. :

Exploitant les parcelles reprises ci-dessus, pour procéder à l'exécution des opérations d'arrachage dans le cadre du Règlement CEE 1200/90;

2. Déclare/déclarent qu'il(s) s'engage(nt), lors de la vente du verger concerné, à faire souscrire au niveau propriétaire l'engagement de ne pas planter de nouveaux pommiers et lors de la conclusion d'un bail à ferme de porter l'interdiction à la connaissance des preneurs successifs.

Date : à le

Signature(s)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 27 décembre 1990.

P. DE KEERSMAEKER

* Si il y a plusieurs propriétaires, il fait joindre une liste séparée avec les données permettant leur identification.

Bijlage 2

TOELATING ROOIWERKZAAMHEDEN DOOR EIGENAAR

Ondergetekende(n) * (in hoofdletters)

Naam en voornaam :

Straat en nr. :

Postnummer en gemeente :

Provincie : Tel. :

Eigenaars(s) van volgende met appelaars beplante percelen :

Variëteit	Oppervlakte	Kadasternummer
.....		
.....		
.....		
.....		
.....		

1. Geeft/geven hierbij de toestemming aan :

Naam en voornaam :

Straat en nr. :

Postnummer en gemeente :

Provincie : Tel. :

Uitbater van de bovengenoemde percelen over te gaan tot het uitvoeren van de rooiwerkzaamheden in het kader van E.E.G.-Verordening 1200/90;

2. Verklaart/verklaren hierbij dat hij/zij zich verbindt/verbinden om bij verkoop van de betrokken boomgaard de nieuwe eigenaar zich er toe te laten verbinden om geen nieuwe appelbomen aan te planten en om bij verpachten deze verbintenissen ter kennis te brengen van de volgende pachters.

Datum: te de

Handtekening(en)

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 27 december 1990.

P. DE KEERSMAEKER

* Indien meerdere eigenaars, dient een afzonderlijke lijst met hun identificatiegegevens toegevoegd te worden